



COMMUNIQUE DE PRESSE

**L'intersyndicale des Impôts et du Trésor en grève le 27 mars.
Rassemblement devant la Direction des Services Fiscaux, 4 rue Amiral
Lacaze à 10 heures.**

La fonction publique est aujourd'hui menacée dans ses principes : on mesure déjà à quel point le pouvoir d'achat, les conditions de travail et l'emploi public sont les sacrifiés de la logique du « moins d'Etat, moins de service public ». Pire, les projets envisagés en matière de « réforme de l'Etat » mettent en cause les fondements mêmes du service public.

Au sein de l'administration fiscale, la question de la « réforme de l'Etat » revêt une importance toute particulière, après 7 ans de réformes ininterrompues, et à l'heure d'une fusion annoncée entre les services de la Direction générale des impôts et de ceux de la Direction générale de la comptabilité publique. L'intersyndicale considère que la fusion des impôts et du trésor n'est qu'un moyen pour amplifier la politique dogmatique de suppressions massives d'emplois. Cette fusion est une attaque contre la qualité du service public fiscal et foncier. En outre, elle sera une nouvelle source de complexité.

L'intersyndicale des Impôts et du trésor considère que le projet du Ministre, ne générera en rien une amélioration des missions fiscales, foncières, gestion publique, économiques et des conditions de leur mise en œuvre. De plus, dans le contexte de la révision générale des politiques publiques (RGPP) se traduisant par toujours moins d'Etat, de services publics, de personnels, le SNUI, la CGT Trésor, la CGT Impôts et SUD Trésor considèrent qu'aucune garantie sérieuse n'a été apportée s'agissant du maintien et du développement d'un réseau de services publics de pleine compétence et de proximité.

L'intersyndicale considère également que les attaques contre le statut de la fonction publique constituent une menace intolérable et inacceptable. Elles remettent en cause frontalement notre statut et la qualité même de fonctionnaire et d'agent public.

Dans un département où l'emploi public est « maltraité », où le ratio du nombre d'habitants /agents est de **1 agent pour 1.792 habitants (1 agent pour 1060 habitants pour la métropole)**, l'intersyndicale considère que l'emploi public est méprisé et oublié. Ce sont les plus démunis qui payent aujourd'hui un lourd tribut à cette politique discriminatoire. L'exemple du bouclier fiscal est édifiant : délais d'attente de traitement supérieurs à 6 mois par exemple.

L'intersyndicale des Impôts et du Trésor (SNUI, CGT Impôts, CGT Trésor et SUD Trésor), largement majoritaires dans ces deux administrations, appelle l'ensemble des agents de ces services à faire grève le 27 mars et à s'inscrire massivement dans l'action et dans le rassemblement prévu.